

Vu l'urgence;

Considérant que, compte tenu des normes fixées par les autorités fédérales quant au nombre minimum de services et fonctions de base, il importe que les dispositions du décret susvisé élargissant les possibilités de coopération des hôpitaux CPAS entrent en vigueur sans tarder pour permettre à certains hôpitaux CPAS de parer à une fermeture imminente. Considérant qu'il y a lieu de fixer sans délai la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation en matière de contrôle, pour permettre aux instances de contrôle et aux administrations concernées de prendre à temps les mesures préparatoires qui s'imposent en vue de l'instauration du nouveau régime de contrôle;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 9 juillet 1998;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le décret du 14 juillet 1998 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1998, à l'exception :

1° des articles 4 à 6, 8 à 16 et 33, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999;

2° de l'article 17, qui entre en vigueur le même jour que l'article 5 du décret du 17 décembre 1997 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale.

**Art. 2.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2429

[C - 98/29397]

**31 AOUT 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des dispositions modificatives et transitoires de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

#### RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

I. Présentation générale.

Lors de la procédure de négociation syndicale préalable à l'adoption des projets devenus les arrêtés du 22 juillet 1996 portant statut administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement, il avait été convenu entre la délégation de l'Autorité et la délégation de l'Organisation syndicale représentative ayant marqué son accord sur lesdits projets (la C.C.S.P.) de constituer, au sein du Secteur XVII, un groupe de travail restreint chargé d'évaluer la mise en application des statuts (protocole n° 131 du 15 février 1995).

Un protocole ultérieur, le protocole n° 150 du 8 mars 1996 formalise l'accord des deux Organisations syndicales représentatives sur un projet remanié en fonction d'un certain nombre d'anomalies.

Ce groupe de travail a poursuivi ses travaux portant tant sur le statut administratif que le statut pécuniaire.

Le présent projet a pour objet de rencontrer un certain nombre d'anomalies portant essentiellement sur le statut administratif.

Compte tenu en effet de ce que, pour ce qui concerne le statut pécuniaire, la plupart des questions portent sur des revalorisations d'échelles de traitement, il apparaît adéquat de lier la formulation de propositions constituant des avancées en ce sens à l'ouverture de la prochaine convention sectorielle.

Les modifications du statut pécuniaire sont en conséquence, de ce point de vue, reportées à une phase ultérieure.

II. Commentaire des articles.

1. L'article 1<sup>er</sup> étend aux administrateurs généraux le principe selon lequel leurs attributions sont fixées à terme fixe par le Gouvernement, la durée du terme retenu pour les titulaires de ce grade étant de sept ans.

Corrélativement, les administrateurs généraux bénéficient de l'allocation de management correspondante dont le montant n'est toutefois plus lié à celui de l'allocation de formation (voir article 12).

2. L'article 2 subdivise l'article 38 du statut administratif en deux paragraphes.

Le premier paragraphe modifie la disposition initiale de manière à rencontrer l'objection formulée par le Conseil d'Etat en son avis sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française à l'accession par changement de grade au grade d'administrateur général ou d'administratrice générale du Ministère de la Communauté française (L. 26.761/2/V).

En cet avis, le Conseil d'Etat a formulé l'observation que l'accès à tout emploi soit par promotion par accession au niveau supérieur ou par avancement de grade soit par changement de grade devrait, pour être en parfaite harmonie avec l'article 38 du statut, être nécessairement soumis à des conditions particulières.

En ce même avis, le Conseil d'Etat a soulevé en outre implicitement la question de savoir si, en précisant que les conditions particulières reprennent notamment les titres, aptitudes et qualifications particulières souhaités pour l'exercice de la fonction considérée, l'article 38 impose ou non que ces trois critères considérés cumulativement conditionnement nécessairement chaque accession à un emploi selon une des procédures précitées.

Par la modification proposée, il est clairement répondu par la négative à cette question.

Il en outre précisé que la faculté qu'a le Gouvernement d'arrêter ces conditions particulières doit se justifier par la nature des fonctions à exercer ou les besoins du service, et ce conformément à l'avis du Conseil d'Etat rendu sur le présent arrêté (L.27.718/2).

Par ailleurs, cette nouvelle disposition modifie le mode d'intervention du Conseil de direction en lui restituant sa compétence générale d'avis. L'objectif est d'éviter toute insécurité juridique face à l'exercice d'une compétence dont il pourrait être considéré, à supposer que celle-ci reste formulée en terme de proposition, qu'elle ne peut s'exercer qu'en l'absence de toute initiative préalable de l'autorité ministérielle.

Enfin, ce premier paragraphe inclut la question de la vérification des aptitudes pour le changement de catégorie, question initialement abordée à l'article 67, alinéa 2, du statut.

Le second paragraphe formalise le principe selon lequel le Conseil de direction pourra être amené à rendre son avis motivé sur les candidats à un emploi à partir d'un profil de fonction préalablement établi. Ce profil de fonction doit trouver sa justification dans les besoins du service.

3. L'article 3 confirme que la compétence d'avis du Conseil de direction inclut celle de conclure cet avis par un classement des candidats.

Dans une telle hypothèse, si l'autorité qui a le pouvoir de nomination n'est pas tenue par ledit classement, elle se trouve néanmoins confrontée à une obligation renforcée de motivation de la décision qui y dérogerait.

4. L'article 4 s'inscrit dans le prolongement de l'article 2, les dispositions concernées étant regroupées à l'article 38 du statut.

5. L'article 5 crée un ensemble de règles relatives à la computation des délais en matière d'évaluation.

Ses trois premiers alinéas transposent les règles déjà établies par le statut lui-même en matière de stage (article 22, § 1<sup>er</sup>, du statut administratif).

Son alinéa 4 porte des dispositions particulières quant à l'échéance de certains actes de procédure en matière d'évaluation, actes par rapport auxquels il a paru opportun d'envisager l'hypothèse où l'agent, par une absence survenant dans les derniers jours qui précèdent leur échéance, les rendrait, sinon impossible à poser, du moins précaire quant à la sécurité juridique dont ils doivent s'entourer.

Son alinéa 5 permet d'assurer, conformément à la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation des actes administratifs, le contrôle de toute prolongation de délai.

6. L'article 6 alloue au magistrat assurant la présidence de la Chambre de recours, première section, un jeton de présence conformément aux différentes normes aujourd'hui adoptées pour défrayer l'exercice de telles fonctions.

7. L'article 7 insère deux nouvelles dispositions transitoires dans le statut administratif. La première disposition reporte d'un an l'échéance fixée pour la première évaluation des agents soumis au statut et ce, afin de finaliser, avant ladite échéance, la formation des agents chargés de l'évaluation.

La seconde disposition permet de déroger, pour une période transitoire de cinq ans, aux règles particulières de promotion qui conditionnent l'accès aux emplois de directeurs généraux adjoints lorsque, à ces emplois, correspond une fonction de direction d'un service général (article 8, § 3, 1<sup>o</sup>, du statut administratif).

Il a paru en effet opportun, compte tenu en particulier de la récente restructuration des Services du Gouvernement, de ne pas multiplier, dans un même temps, la mise en oeuvre de différentes réformes qui interfèrent sur l'accomplissement des missions fonctionnelles du département.

8. L'article 8 transpose dans le statut des agents des Services du Gouvernement la règle pratique de référence déjà contenue pour ce qui le concerne, dans l'arrêté royal fixant les principes généraux (article 72 dudit arrêté).

9. Les articles 9 et 11 procèdent à une uniformisation de concepts au sein du statut pécuniaire conformément à une observation formulée par le Conseil d'Etat.

10. L'article 10 précise les conditions et modalités d'un changement de groupe de qualification en reproduisant, dans le statut pécuniaire, les dispositions du statut administratif applicables à cette matière et ce, conformément à l'avis du Conseil d'Etat.

11. L'article 12 intègre l'allocation de management dans le statut pécuniaire (voir article 1<sup>er</sup>).

12. L'article 13, transpose, au niveau du statut pécuniaire, la modification apportée au statut administratif par l'article 8.

---

### **31 AOÛT 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des dispositions modificatives et transitoires de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services du Gouvernement de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment les articles 9, 38, 39, 67 et 116;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment les articles 27 et 31;

Vu le protocole n° 190 du Comité de Secteur XVII, conclu le 22 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil de direction, donné le 20 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 10 mars 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 23 mars 1998 réclamant communication de l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;  
Vu la délibération du Gouvernement du 31 août 1998,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - *Dispositions modificatives et transitoires de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. : Les affectations des administrateurs généraux, des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints visés à l'article 8, § 3, 1° sont déterminées par le Gouvernement à terme fixe commençant à courir à la date d'effet de leur première affectation dans un emploi du cadre du Ministère de la Communauté française correspondant à leur grade, et selon la périodicité suivante :

- trois ans, en ce qui concerne les directeurs généraux adjoints;
- cinq ans, en ce qui concerne les directeurs généraux;
- sept ans, en ce qui concerne les administrateurs généraux.

Les fonctionnaires généraux soumis au présent article bénéficient d'une allocation de management dont le montant est fixé par le Gouvernement. »

**Art. 2.** L'article 38 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 38. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige ou les besoins du service le justifient, le Gouvernement peut, après avis du Conseil de direction, déterminer des conditions particulières de nomination par promotion par accession au niveau supérieur, par promotion par avancement de grade, par changement de grade ou par changement de catégorie.

Ces conditions reproduisent, notamment, les titres, les aptitudes ou les qualifications particulières requis pour la nomination.

La vérification des aptitudes requises est opérée selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les conditions particulières sont rappelées à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

§ 2. Préalablement à une déclaration de vacance d'un emploi à pourvoir selon une des procédures visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination décide si, eu égard aux besoins du service, un profil de fonction doit correspondre à l'emploi considéré.

Lorsqu'il est requis, le profil de fonction est établi par le Conseil de direction.

Il est porté à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats. »

**Art. 3.** L'article 39 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« L'avis motivé du Conseil de direction peut se conclure par une proposition sous forme d'un classement des candidats. »

**Art. 4.** A l'article 67 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 5.** Un article 90bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 90bis. Pour le calcul de la durée du délai de deux ans visé à l'article 87 et des délais d'un an visés à l'article 90, toutes les périodes pendant lesquelles l'agent à évaluer est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Ne sont toutefois pas prises en considération, même si l'agent à évaluer est dans la position d'activité de service, les périodes d'absences qui se produisent après que ledit agent a déjà été absent quinze jours ouvrables en une ou plusieurs fois.

N'interviennent pas dans le calcul de ces jours d'absence :

1° les congés annuels de vacances;

2° les congés exceptionnels visés aux articles 6 et 6bis de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle.

Pour le calcul de la durée d'un des délais visés aux articles 87, 88, alinéas 2, 3 et 4, 89, alinéas 1 et 3, et 90, § 2 et § 4, ne sont jamais prises en considération les périodes d'absences de l'agent à évaluer qui, pour quelque motif que ce soit, se produisent dans les cinq jours ouvrables qui précèdent un de ces délais.

L'interruption d'un délai en application d'une des dispositions du présent article produit ses effets pour autant que l'acte à poser dans ce délai mentionne de manière explicite les faits justifiant cette interruption. »

**Art. 6.** L'article 116 du même arrêté est complété par les deux alinéas suivants :

« Il est alloué au président ou président suppléant de la Chambre de recours, première section, un jeton de présence de 1.200,- FB pour chaque réunion qu'il préside. Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Pour l'application de la disposition visée à l'alinéa précédent, les réunions organisées le même jour sont réputées constituer une seule et même réunion. »

**Art. 7.** Des articles 129bis et 129ter, rédigés comme suit, sont insérés dans le même arrêté :

« Art. 129bis. Par dérogation à l'article 87, le délai pour la première évaluation des agents est fixé à trois ans.

Art. 129ter. Pendant une période de cinq ans débutant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les agents qui sont titulaires d'un grade du rang 12 depuis un an au moins et qui comptent dix ans d'ancienneté dans le niveau 1, peuvent, par dérogation aux articles 49, § 2, et 50 à 53 du même arrêté, être promus par le Gouvernement au grade de directeur général adjoint et affectés à un emploi visé à l'article 8, § 3, 1°. »

**Art. 8.** Un Chapitre III, regroupant les articles 132*bis* à 134, débutant comme suit, est inséré dans le Titre XIV du même arrêté :

« Chapitre III - Dispositions finales

Art. 132*bis*. Pour l'application des textes pris en exécution du présent arrêté, celui-ci est dénommé « statut des agents des Services du Gouvernement ». »

CHAPITRE II. - *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

**Art. 9.** Aux articles 9 et 27 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française les mots « groupe d'échelles » sont remplacés par les mots « groupe de qualification ».

**Art. 10.** L'alinéa 2 de l'article 27 du même arrêté est remplacé par le chapitre suivant inséré après l'article 30 :

« Chapitre IV*bis* - Du changement de groupe de qualification

Art. 30*bis*. L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut faire relever un agent d'un groupe de qualification qui, tout en correspondant au grade dont il est titulaire et à la catégorie dans laquelle il se situe, est distinct de celui attaché à sa dernière nomination.

Aux fins d'y pourvoir par changement de groupe de qualification, le Gouvernement ou le fonctionnaire général auquel il a délégué ce pouvoir peut déclarer vacant tout emploi définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois.

Art. 30*ter*. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige ou les besoins du service le justifient, le Gouvernement peut, après avis du Conseil de direction, déterminer des conditions particulières de nomination par changement de groupe de qualification.

Ces conditions reproduisent, notamment, les titres, les aptitudes ou les qualifications particulières requis pour la nomination.

La vérification des aptitudes requises est opérée selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Les conditions particulières sont rappelées à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

§ 2. Préalablement à une déclaration de vacance d'un emploi à pourvoir selon la procédure visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination décide si, eu égard aux besoins du service, un profil de fonction doit correspondre à l'emploi considéré.

Lorsqu'il est requis, le profil de fonction est établi par le Conseil de direction.

Il est porté à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

Art. 30*quater*. Le Conseil de direction émet un avis sur les qualités des candidats et sur leurs aptitudes à exercer la fonction correspondant à l'emploi en cause.

Art. 30*quinquies*. Les avis motivés établis conformément à l'article 30*quater* concernant l'ensemble des candidats à un emploi déterminé sont notifiés à chacun d'eux contre récépissé ou par lettre recommandée à La Poste.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, introduire une réclamation devant le Conseil de direction.

Il est entendu à sa demande. Il peut se faire assister par toute personne de son choix, à l'exception d'un membre du Conseil de direction. »

**Art. 11.** Dans le tableau de l'article 30 du même arrêté, le mot « ECHELLES » est remplacé par les mots « GROUPES DE QUALIFICATION ».

**Art. 12.** Le Chapitre V du même arrêté est modifié comme suit :

1° dans l'intitulé du Chapitre, les mots « De l'allocation de formation » sont remplacés par les mots « Des allocations de formation et de management ».

2° il est ajouté un article 31*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 31*bis*. L'allocation de management prévue à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est fixée au dixième de la différence entre le montant de base de l'échelle 120/1 et le montant de base de l'échelle 150/1. »

**Art. 13.** Au Chapitre VIII du même arrêté, il est ajouté un article 37*bis* rédigé comme suit :

« Article 37*bis*. Pour l'application des textes pris en exécution du présent arrêté celui-ci est dénommé « statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement ». »

CHAPITRE III. - *Dispositions finales*

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 15.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 31 août 1998.

Le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2429

[C - 98/29397]

**31 AUGUSTUS 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijzigings- en overgangsbepalingen van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 9, 38, 39, 67 en 116;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 27 en 31;

Gelet op het protocol Nr. 190 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 22 april 1998;

Gelet op het advies van de Directieraad, gegeven op 20 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 maart 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 10 maart 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 23 maart 1998 waarbij mededeling van het advies van de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand wordt gevraagd;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 juli 1998, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 31 augustus 1998,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. - Wijzigings- en overgangsbepalingen van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Artikel 1.** Artikel 9 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 9. De Regering bepaalt de aanwijzingen van de administrateurs-generaal, de directeurs-generaal en de adjunct-directeurs-generaal bedoeld bij artikel 8, § 3, 1°, op een vastgestelde termijn die begint te lopen vanaf de datum van uitwerking van hun eerste aanwijzing voor een betrekking in de personeelsformatie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap in overeenstemming met hun graad, en volgens de volgende periodiciteit :

- drie jaar voor de adjunct-directeurs-generaal;
- vijf jaar voor de directeurs-generaal;
- zeven jaar voor de administrateurs-generaal.

De ambtenaren-generaal die onder dit artikel vallen, genieten een managementstoelage waarvan het bedrag door de Regering is vastgesteld. ».

**Art. 2.** Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 38. § 1. Wanneer de aard van het uit te oefenen ambt het vergt of wanneer de behoeften van de dienst het verantwoorden, kan de Regering, na advies van de Directieraad, bijzondere voorwaarden bepalen voor de benoeming door bevordering door overgang naar het hogere niveau, door verhoging in graad, door verandering van graad of door verandering van categorie.

Deze voorwaarden omvatten, inzonderheid, de bijzondere titels, bekwaamheid en kwalificaties vereist voor de benoeming.

Het nagaan van de vereiste bekwaamheid gebeurt volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

De bijzondere voorwaarden worden opnieuw ter kennis van de ambtenaren gebracht ter gelegenheid van de oproep tot de gegadigden.

§ 2. Alvorens een betrekking vakant te verklaren volgens één van de procedures bedoeld bij paragraaf 1, beslist de overheid belast met de benoemingsbevoegdheid of, rekening houdend met de behoeften van de dienst, een ambtsprofiel met betrokken betrekking moet overeenstemmen.

Indien vereist, wordt het ambtsprofiel samengesteld door de Directieraad.

Het wordt ter kennis gebracht van de ambtenaren bij de oproep tot de gegadigden. » .

**Art. 3.** Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt met volgend lid aangevuld :

« Het met redenen omkleed advies van de Directieraad kan uitkomen op een voorstel in de vorm van een rangschikking van de gegadigden. »

**Art. 4.** In artikel 67 van hetzelfde besluit wordt lid 2 opgeheven.

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 90bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 90bis. Voor de berekening van de duur van de termijn van twee jaar bedoeld bij artikel 87 en van de termijnen van één jaar bedoeld bij artikel 90, worden de periodes gedurende dewelke de ambtenaar aan wie een vermelding dient te worden toegekend in dienstactiviteit is, in aanmerking genomen.

Worden echter niet in aanmerking genomen, zelfs als de ambtenaar aan wie een vermelding dient te worden toegekend in dienstactiviteit is, de periodes van afwezigheid die voorkomen nadat betrokken ambtenaar al meer dan vijftien werkdagen in één of meerdere malen afwezig is geweest.

Worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van deze dagen van afwezigheid :

1° het jaarlijks vakantieverlof;

2° het uitzonderlijk verlof bedoeld bij de artikelen 6 en 6bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid.

Voor de berekening van de duur van één van de termijnen bedoeld bij de artikelen 87, 88, leden 2, 3 en 4, 89, leden 1 en 3, en 90, § 2 en § 4, worden niet in aanmerking genomen de periodes van afwezigheid van de ambtenaar aan wie een vermelding dient te worden toegekend, die, om enige reden, voorkomen binnen de vijf werkdagen die een van deze termijnen voorafgaan.

De onderbreking van een termijn met toepassing van een van de bepalingen van dit artikel heeft uitwerking voor zover de tijdens deze termijn te verrichten akte uitdrukkelijk de feiten ter staving van deze onderbreking vermeldt. »

**Art. 6.** Artikel 116 van hetzelfde besluit wordt aangevuld door de volgende twee leden :

« Aan de voorzitter of plaatsvervangend voorzitter van de Raad van Beroep, eerste afdeling, wordt een zitpenning van 1 200 BF toegekend voor iedere vergadering waar hij voorzitter van is. Dit bedrag is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels waarin voorzien wordt in de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en aan het spilindexcijfer 138,01 gekoppeld.

Voor de toepassing van de bij vorig lid bedoelde bepaling, worden de vergaderingen ingericht gedurende één dag geacht éénzelfde vergadering te zijn. » .

**Art. 7.** De artikelen 129bis en 129ter luidend als volgt worden in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 129bis. In afwijking van artikel 87, wordt de termijn voor de eerste vermeldingstoekenning aan de ambtenaren op drie jaar gebracht.

Art. 129ter. Gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kunnen de ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 12 sedert minstens één jaar en die tien jaar anciënniteit tellen in niveau 1, in afwijking van de artikelen 49, § 2, en 50 tot 53 van hetzelfde besluit, door de Regering bevorderd worden tot de graad van adjunct-directeur-generaal en aangewezen voor een bij artikel 8, § 3, 1° bedoelde betrekking. »

**Art. 8.** Er wordt een Hoofdstuk III, waarin de artikelen 132 tot 134 opgenomen zijn, ingevoegd in Titel XIV van hetzelfde besluit :

« Hoofdstuk III - Slotbepalingen

Art. 132bis. Voor de toepassing van de in uitvoering van dit besluit genomen teksten wordt dit laatste "statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering". ».

*HOOFDSTUK II. - Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 9.** In de artikelen 9 en 27 van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de woorden "groep van weddeschalen" vervangen door de woorden "kwalificatiegroep".

**Art. 10.** Lid 2 van artikel 27 van hetzelfde besluit wordt door volgend hoofdstuk veravngden, dat na artikel 30 wordt ingevoegd :

« Hoofdstuk IVbis — Verandering van kwalificatiegroep

Art. 30. De overheid die de bevoegdheid heeft voor de benoeming kan een ambtenaar onder een kwalificatiegroep doen ressorteren, die, alhoewel deze overeenstemt met de graad waarvan hij titularis is en met de categorie waarin hij zit, toch verschillend is van deze gekoppeld aan zijn laatste benoeming.

Om erin te voorzien door verandering van kwalificatiegroep kan de Regering of de ambtenaar-generaal aan wie deze bevoegdheid werd gedelegeerd elke betrekking waarvoor er definitief geen titularis is of elke betrekking die definitief geen titularis heeft gedurende zes maanden vacant verklaren.

Art. 30ter. § 1. Wanneer de aard van het uit te oefenen ambt het vereist of de behoeften van de dienst, kan de Regering, na advies van de Directieraad, bijzondere voorwaarden bepalen voor de benoeming door verandering van kwalificatiegroep.

In deze voorwaarden worden, inzonderheid, de titels, de bekwaamheden of de bijzondere kwalificaties voor de benoeming opgenomen.

Het nagaan van de vereiste bekwaamheid gebeurt volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

De bijzondere voorwaarden worden opnieuw ter kennis gebracht van de ambtenaren bij de oproep tot de gegadigden.

§ 2. Alvorens een te begeven betrekking vacant te verklaren volgens de procedure bedoeld bij paragraaf 1, beslist de overheid die over de bevoegdheid tot benoeming beschikt of er, rekening houdend met de behoeften van de dienst, een ambtsprofiel moet overeenstemmen met betrokken betrekking.

Wanneer het vereist is, kan het ambtsprofiel opgesteld worden door de Directieraad.

Het wordt ter kennis gebracht van de ambtenaren bij de oproep tot de gegadigden.

Art. 30quater. De Directieraad brengt een advies uit over de bevoegdheden van de gegadigden en over hun bekwaamheid om het ambt dat overeenstemt met betrokken betrekking uit te oefenen.

Art. 30<sup>quinquies</sup>. De met redenen omklede adviezen opgesteld overeenkomstig artikel 30<sup>quater</sup> omtrent de gegadigden voor een bepaalde betrekking worden ter kennis gebracht van ieder van hen tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekende brief.

De gegadigde die zich benadeeld acht, kan, binnen de tien dagen van de kennisgeving bedoeld bij vorig lid, een klacht indienen bij de Directieraad.

Op eigen aanvraag wordt hij gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door iedere persoon van zijn keuze, met uitzondering van een lid van de Directieraad. » .

Art. 11. In de tabel bij artikel 30 van hetzelfde besluit, worden de woorden "SCHALEN" vervangen door de woorden "KWALIFICATIEGROEPEN".

Art. 12. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in het opschrift van het Hoofdstuk worden de woorden "De vormingstoelage" vervangen door de woorden "De vormings- en managementstoelage";

2° er wordt een artikel 31<sup>bis</sup>, luidend als volgt, toegevoegd :

« Art. 31<sup>bis</sup>. De managementstoelage bedoeld bij artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt op een tiende van het verschil tussen het basisbedrag van schaal 120/1 en het basisbedrag van schaal 150/1 vastgesteld. » .

Art. 13. In hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit, wordt een artikel 37<sup>bis</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

"Art. 37<sup>bis</sup>. Voor de toepassing van de in uitvoering van dit besluit genomen teksten wordt het hoofdstuk benaamd " Geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering". ».

#### HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1998.

De Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Ambtenarenzaken, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2430

[C - 98/27503]

#### 23 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon affectant des moyens financiers au « Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté »

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 14 et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, notamment l'article 4;

Vu la convention collective de travail du 27 mars 1995, conclue au sein de la Commission paritaire pour les ateliers protégés, concernant l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts, rendu obligatoire par arrêté royal du 20 mai 1997;

Vu la convention collective de travail du 15 décembre 1997, conclue au sein de la Commission paritaire pour les ateliers protégés concernant l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence pour les ateliers protégés des Régions wallonne et germanophone et fixation des statuts;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 23 juillet 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le montant affecté au Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté doit être mis à sa disposition dans les meilleurs délais en application des accords conclus dans le cadre des revendications des organisations syndicales du secteur non marchand;